

24 novembre 2018 – Faculté protestante de théologie de Paris

**« Israël dans la Bible et l'Etat d'Israël aujourd'hui.
Des chrétiens et chrétiennes d'ici et de là-bas s'interrogent »**

**Actes du colloque organisé par l'Institut protestant de théologie-Faculté de Paris,
L'Atelier protestant et Les Amis de Sabeel-France**

I. Présentation

par le pasteur Ernest Reichert, président des Amis de Sabeel-France (chrétiens de Palestine)

Résumé :

Qu'est-ce qu'Israël ? Dans les célébrations chrétiennes, ce mot a-t-il la même résonance en Occident et en Orient ? Pour éviter les ambiguïtés délétères, son usage – et celui des notions qui l'accompagnent – exige certaines précisions et précautions.

Quand on parle d'Israël, parle-t-on du royaume du Nord d'Israël, dont les habitants ont été déportés avec la prise de Samarie ? Ou des rescapés de ce royaume du nord qui se sont retrouvés pour certains dans le royaume du sud, le royaume de Juda, dont la population, aussi parfois appelée Israël, a été déportée un peu plus d'un siècle plus tard à Babylone, et dont beaucoup sont restés en Mésopotamie ou ailleurs au Proche-Orient ?

Quand on utilise le mot Israël, veut-on parler du peuple juif qui s'est en partie reconstitué en Palestine, qui a toujours vécu avec des gens d'autres cultures, d'autres origines, d'autres religions, qui n'avait pas prise sur la gestion des affaires publiques sauf au cours d'une petite parenthèse et dont l'identité a été marquée par sa foi et ses pratiques religieuses ?

Veut-on parler du « peuple élu » ? Alors surgit aussitôt la question : et les autres peuples, ne sont-ils pas « élus » eux aussi, sont-ils négligés par Dieu ?

Veut-on parler des juifs globalement et de leur histoire ? On oublie souvent qu'il ne s'agit pas d'une ethnie ni d'un corps homogène, et en Occident beaucoup de gens, pensant spontanément à la Shoah, ont le souci de ne rien dire ni de rien faire qui pourrait être mal interprété et passer pour une forme d'antisémitisme.

Veut-on parler de l'Etat actuel d'Israël, au sens politique du mot, dont beaucoup se sont réjouis de la naissance en oubliant que la terre n'était ni vide ni un désert quand les juifs européens s'y sont installés, en oubliant que la proclamation de cet Etat est allée de paire avec des événements tragiques pour les non juifs qui habitaient dans cette région ? Se pose alors la question : que signifie l'expression « terre promise » ? Et promise à qui ?

Dans nos paroisses, toutes confessions confondues, beaucoup de gens visitent Israël et en reviennent enthousiastes sans avoir vu la réalité, notamment la situation des Arabes palestiniens, les check-points, le mur, etc. Je comprends la réaction de nos amis chrétiens de Palestine qui disent souvent : « vous venez visiter des pierres mortes, mais vous oubliez les pierres vivantes ».

Veut-on parler de la « terre sainte », mais que signifie cette expression ? Quand je lis les journaux (surtout protestants), j'ai l'impression qu'on parle beaucoup plus facilement de la spiritualité juive que des problèmes sociaux et politiques quotidiens auxquels sont confrontés ceux qui ne sont pas juifs dans ce pays. Il y a donc de quoi se poser des questions.

Quand nous allons au culte, comment réagissons-nous quand nous entendons le mot Israël ? Dans une célébration un récente, le pasteur invitait l'assemblée à adopter les paroles du psaume 59 qui dit, dans la traduction française de la TOB, sans aucune introduction ni

explication : « Dieu délivre-moi de mes ennemis, protège-moi de mes agresseurs, délivre-moi des malfaisants et sauve-moi des hommes sanguinaires car les voici en embuscade contre moi, ils m'attaquent sans que j'aie commis de faute ni de péché. Je ne suis pas coupable. Toi Seigneur Dieu le Tout puissant, le Dieu d'Israël, réveille-toi pour punir toutes ces nations, sois sans pitié pour tous ces traîtres de malheur, achève-les avec fureur et qu'il n'en reste rien ! » Je me suis demandé tout au long de ce culte comment les gens qui étaient là ont reçu ces paroles, ce que suggérait pour eux le mot Israël, qui dit toujours que tout le monde le menace et que tout le monde est contre lui dans le monde arabe et au Moyen-Orient. Je me demande dès lors s'il est opportun d'utiliser dans nos célébrations ce terme d'Israël sans plus d'explications.

Il y a cinq ans nous avons organisé un colloque « Kairos Palestine » sur le sionisme chrétien. Aux Etats-Unis il y a plus de 30 millions de sionistes chrétiens, et ce n'est pas pour rien aujourd'hui que les chrétiens du Proche-Orient disent souvent que nous avons besoin de prophètes dans nos Eglises.

II. Clarification des termes

par Patrice Rolin, bibliste, animateur de l'Atelier protestant

Résumé :

Terre d'Israël, terre sainte, terre promise. Bien que peu présents dans la Bible et sujets à des interprétations contradictoires, ces termes sont prétextes à des conquêtes violentes au Proche-Orient, aujourd'hui comme hier. D'où la nécessité de les revisiter, en se rappelant que le message de Jésus déterritorialise la promesse : c'est en esprit que Dieu doit être adoré.

« Terre sainte », « terre promise », « Israël », « Eretz Israël » : tous ces mots évoquant la terre sont piégés, mais nous ne sommes pas tenus de tomber dans ce piège. Il suffit d'observer le sens et l'évolution de ces expressions au gré des circonstances. Elles portent en elles et contribuent à construire différentes histoires communautaires, différents récits d'origines, différentes autocompréhensions identitaires. Je voudrais évoquer trois termes : la terre d'Israël, la terre sainte, la terre promise.

Première expression : la terre d'Israël

C'est une expression qu'on ne trouve que sept fois dans la Bible hébraïque, où cette région reçoit des définitions topographiques extrêmement variées. Dans Genèse 15, Exode 23, Deutéronome, Josué, il s'agit plus ou moins d'une zone considérable qui s'étend du Nil au sud à l'Euphrate au nord, incluant l'essentiel de la Syrie moderne, le Liban, la Cisjordanie, le Sinaï et même le nord-est de l'Egypte. En revanche, dans d'autres passages bibliques (Nombres 34, Ezéchiel 47), il s'agit d'une zone beaucoup plus restreinte qui correspond en gros à l'Etat moderne d'Israël, territoires palestiniens occupés compris plus Gaza. Il faut aussi considérer le nom du patriarche Jacob, qu'on a donné par extension aux groupes descendants de celui-ci. Donc Israël peut aussi être qualifiée de façon généalogique, mais c'est problématique car les Samaritains d'aujourd'hui¹ disent qu'ils sont Israël... On peut donc se demander si cette continuité de nom n'est pas trompeuse. Les textes bibliques nous contraignent à identifier l'Etat moderne aux multiples réalités auxquelles le nom Israël renvoie dans la Bible.

2^e expression : la terre sainte

¹ Petite communauté d'environ 750 personnes vivant en partie en Israël, en partie en Cisjordanie (Naplouse).

Cette expression a connu un grand succès dans l'histoire du christianisme – plus que dans celle du judaïsme – et elle a été souvent utilisée pour le pire.

Quel rapport à la terre suppose-t-elle ? Faut-il parler de terre sainte, de terre sacrée ou de terre de sainteté ? Chaque terme exprime une compréhension différente. Pour trancher, il faudrait chercher ce qui est censé rendre sainte cette terre. Plusieurs surprises nous attendent alors.

D'une part, l'expression terre sainte est très rare dans la Bible, elle ne se rencontre que quatre fois (Exode 3, Zacharie 2, 2^e livre des Maccabées, Livre de la Sagesse). D'autre part, la première fois où elle apparaît dans la Thora (Exode 3), il ne s'agit pas de la Palestine, mais du mont Sinaï. Enfin, cette terre n'est pas sainte par nature. Ce qui la rend sainte dans Exode 3, c'est lorsque Dieu parle du buisson ; elle n'est pas sainte par elle-même et elle ne le restera pas après.

Pourquoi l'expression terre sainte est-elle problématique appliquée à la Palestine ? C'est qu'elle semble consacrer, chez beaucoup, un statut d'exception qui va conférer à cette portion de terre une sorte d'altérité ontologique (essentielle). Ainsi comprise, elle évoque un domaine séparé, un espace réservé, inviolable, où les règles en usage sur le reste de la terre habitée sont suspendues, dans une logique de sanctuarisation.

Si l'on traduit plutôt terre sainte par terre de sainteté, c'est tout aussi correct. D'ontologique, le qualificatif devient programmatique : la sainteté sur cette terre devient un projet de comportement à part, une civilisation de la sainteté, et c'est d'ailleurs le message du Lévitique (« Vous serez saints car je suis saint moi le Seigneur votre Dieu »). Il ne s'agit plus d'une sainteté ontologique de la terre, mais d'une sainteté programmatique qui repose sur la question : comment doit-on vivre sur cette terre ? Ces remarques valent bien sûr aussi lorsqu'on applique le qualificatif saint aux mots peuple ou nation.

Dernière expression à élucider : la terre promise

C'est une expression paradoxale. Alors qu'elle a été utilisée comme prétexte à diverses conquêtes dans l'histoire, elle n'apparaît qu'une seule fois dans la Bible – pas dans la Bible hébraïque mais dans le Nouveau Testament (épître aux Hébreux, chap. 11, où l'expression pourrait aussi se traduire par terre de la promesse). Mais bien sûr, dans les textes juifs, l'existence de promesses est incontestable (« le pays que je donnerai à ta descendance » etc.). J'écris « promesses » au pluriel pour trois raisons.

D'une part, la promesse de la terre est réitérée par plusieurs interlocuteurs. Suivant les différentes formulations, l'étendue du territoire varie beaucoup, et la terre n'est pas le seul objet des promesses de Dieu.

D'autre part, si le thème de la terre promise est presque absent des Evangiles, l'apôtre Paul affirme vigoureusement que les promesses faites aux pères ne sont pas abolies (Romains, 9-11). Mais il y a un « mais ». Pour Paul, ces promesses reçoivent leur aboutissement dans le Christ. Il y a donc un conflit d'interprétation quant aux promesses partagées par Paul avec le judaïsme de son époque, qui avait déjà différentes compréhensions de ces mêmes promesses. Ces promesses sont réinterprétées quant à leur contenu et voient le nombre de leurs héritiers s'élargir considérablement.

La promesse n'a dès lors plus rien à voir avec une revendication territoriale, que ce soit pour les juifs ou pour les païens. Il s'agit par exemple pour Paul de l'héritage d'une adoption filiale offerte à tous (Galates). On peut aussi penser au dialogue entre Jésus et la Samaritaine (Jean, 4) qui pose la question : où faut-il adorer Dieu, au mont Garizim comme le font les Samaritains ou à Jérusalem ? Dans sa réponse, Jésus déterritorialise la promesse en disant : c'est en esprit que Dieu doit être adoré.

Cette rupture avec une compréhension territoriale de la promesse n'est pas une invention de Paul ni du christianisme naissant, puisque dans la religion israélite ancienne, comme dans

les judaïsmes du premier siècle, il y a longtemps que certains courants théologiques en avaient déjà spiritualisé la compréhension, par exemple en la comprenant dans la perspective de l'attente de la réalisation du royaume de Dieu.

On voit donc combien toutes ces réalités qui construisent des imaginaires identitaires et d'autojustification sont problématiques.

III. Vivre au quotidien en Palestine

par Jamal Khader, Palestinien, professeur et prêtre catholique à Ramallah

Résumé :

Les chrétiens de Palestine, qui sont d'abord des Palestiniens, souffrent du sionisme chrétien autant que du sionisme juif. Le sionisme chrétien, fondé sur une lecture littéraliste, décontextualisée et politique de la Bible, propagé par des protestants évangéliques de plus en plus nombreux, est une idéologie dangereuse car elle soutient l'Etat colonial d'Israël pour hâter la réalisation d'un scénario d'épouvante: la bataille finale (Armageddon) contre l'Antéchrist (l'islam), qui permettra le retour du Christ sur terre et la conversion forcée des juifs récalcitrants...

Plutôt que de parler de l'histoire, je parlerai du présent et du futur. Si nous commémorons le 70^e anniversaire de la *Nakba* (la catastrophe palestinienne), c'est que nous vivons toujours cette réalité. Des millions de Palestiniens vivent encore dans des camps de réfugiés et leur expulsion continue (que ce soit par la force ou en leur rendant la vie difficile voire impossible). Nous vivons toujours sous occupation militaire. Comment apporter l'espoir aux jeunes et aux familles ?

Nous les chrétiens, nous sommes d'abord des Palestiniens, nous partageons la même expérience que les Palestiniens musulmans. Quand les chrétiens cherchent des réponses à ces questions dans leur foi et dans la Bible, ils rencontrent plusieurs difficultés.

La première difficulté est notre attitude de chrétiens vis-à-vis de la violence du conflit. Et aussi le sens du mot Israël. Les textes bibliques qui font référence à Israël contiennent beaucoup de violence. Comment pouvons-nous les lire ?

Avant les interprétations politiques ou idéologiques de la Bible, la lecture palestinienne de la Bible a été une lecture spirituelle (l'histoire du salut, du lien entre Dieu et les hommes jusqu'à l'arrivée de Jésus). C'était une lecture « innocente », sans aspect politique. Mais avec l'arrivée du sionisme juif, on a commencé à avoir une lecture plus politique. Le mouvement sioniste était au départ socialiste et nationaliste (Theodor Herzl), mais les juifs religieux ont rejeté Herzl qu'ils accusaient de se présenter comme un messie séculier, c'était donc pour eux un faux messianisme.

Les choses ont commencé à changer après la création de l'Etat d'Israël en 1948, et surtout après l'arrivée au pouvoir du Likoud en 1977. Et depuis il y a l'éclosion d'un messianisme juif religieux. Il y a un sionisme religieux avec des interprétations religieuses du fait politique. Et il y a le développement important du sionisme chrétien (des centaines de millions d'adeptes dans le monde). Ces chrétiens sionistes font une lecture littéraliste de la Bible, sans la replacer dans son contexte, pas même le contexte de la Bible. Ils plaquent des textes anciens sur la réalité politique d'aujourd'hui.

L'idéologie sioniste chrétienne est dangereuse car elle veut préparer la seconde venue de Jésus-Christ avec tout un scénario horrible : il faut rassembler tous les juifs dans un seul territoire et préparer le terrain pour la bataille finale (Armageddon) contre l'Antéchrist (c'est-à-dire l'islam), qui précipitera le retour de Jésus et au final la conversion des juifs au christianisme... Cette idéologie se transforme en un soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël et à l'occupation irrévocable des territoires palestiniens. Les chrétiens sionistes prétendent

par exemple qu'en 2013, lorsque le secrétaire d'Etat américain John Kerry a encouragé de longues négociations entre Palestiniens et Israéliens sur la base de concessions territoriales, l'Amérique agissait contre la parole de Dieu, qu'en voulant diviser la terre d'Israël, Kerry attirait la colère de Dieu sur l'Amérique. C'est ainsi qu'ils considèrent que des catastrophes naturelles (comme l'ouragan Katrina) sont une punition de Dieu, due au fait qu'on ne soutient pas assez l'Etat d'Israël ! Et comme aujourd'hui les idées voyagent vite, le sionisme chrétien ne se cantonne pas à l'Amérique ; il y a des chrétiens sionistes en Europe, en Afrique du Sud, au Brésil, etc. et dans d'autres Eglises que les Eglises évangéliques.

La seconde difficulté pour les Palestiniens vient du changement intervenu en Europe après la Seconde Guerre mondiale, avec les horreurs de l'Holocauste. Les Eglises européennes ont fait un examen de conscience sur le rôle des chrétiens dans les malheurs des juifs. Dans le renouveau du dialogue avec les juifs, il y a eu souvent cette culpabilité due aux siècles d'enseignement antisémite en Occident. Mais quelle est la relation entre le dialogue judéo-chrétien et les relations avec l'Etat d'Israël ?

On constate souvent l'insistance de la partie juive pour appuyer la politique israélienne et intégrer la relation avec Israël dans le dialogue judéo-chrétien. Là il y a une différence dans notre lecture de l'Ancien Testament, à nous chrétiens de Palestine qui n'avons pas le même vécu que les Européens. En Europe, les juifs étaient la minorité qui a souffert de la politique de la majorité. C'est l'exact opposé chez nous, où les juifs sont la majorité et nous la minorité qui souffre à cause de la majorité juive. Moi qui fais partie de la commission diocésaine de dialogue avec les juifs, de quoi parlons-nous ? De théologie ou de la réalité quotidienne ?

Les chrétiens ne sont pas une minorité marginalisée dans la société palestinienne, nous sommes des citoyens à part entière, nous sommes traités par l'Autorité palestinienne comme tous les autres citoyens. Les chrétiens sont présents partout dans la société. Il faut d'ailleurs éviter ce mot de minorité car il implique une communauté ethnique, linguistique, séparée de la majorité. La question de notre faible nombre dans la société palestinienne n'est pas la plus importante, car il faut considérer ce qu'est notre mission, notre vocation dans ce pays. Nous avons une contribution très importante qui vient de notre foi. Les valeurs de l'Evangile auxquelles nous croyons – la justice, la paix, la réconciliation, le pardon, la dignité de l'homme, l'importance de la vie humaine – sont notre contribution à notre société.

Nos Eglises font un gros travail social, notamment dans l'éducation. Dans chaque communauté, chaque paroisse, il y a une école (il y a sept écoles chrétiennes, une université) et nous avons un grand nombre d'institutions humanitaires (dispensaires, hôpitaux, etc.). Nous sommes au service de tous, pas seulement des chrétiens (dans mon école, 60 % des élèves sont musulmans). Le travail des Eglises et des chrétiens en faveur de la paix et de la justice est très important au quotidien. Par exemple l'éducation à la non-violence. Nous vivons dans une situation difficile, où de nombreuses voix appellent à nous libérer par la force, par l'action violente ; avec l'échec des négociations, de la modération et du mouvement nationaliste palestinien, il y a toujours place à cette voix. Pour nous, la non-violence n'est pas de rester passif mais de résister à l'injustice de l'occupation par des moyens non violents. Nos relations avec les musulmans sont en général bonnes, avec des préoccupations communes. Bien sûr, il y a de temps en temps des nuages, mais en général il y a non seulement une coexistence mais une collaboration pour le bien-être de nos concitoyens.

IV. Israël dans la Bible

par Corinne Lanoir, professeure d'Ancien Testament à la Faculté protestante de théologie (Paris)

Résumé :

Si un chrétien veut savoir ce que « dit » vraiment la Bible, il doit convoquer l'histoire, l'archéologie et l'éthique, repérer les pièges de lecture, recenser la diversité des mémoires et des discours, évaluer les représentations et l'imaginaire... Sans oublier un point capital : les souvenirs mythiques sur les origines ne peuvent pas remplacer le droit international en ce qui concerne les questions d'aujourd'hui.

A la question d'entrée « Que dit la Bible de ? », que peut-on répondre ? Cela suppose qu'il existe une pensée homogène sur tel ou tel thème, ce qui n'est pas évident, et aussi que ce qui est écrit est ce qu'il faut penser parce qu'on est chrétien.

Il y a aujourd'hui dans nos paroisses un gros problème sur le statut à donner à la Bible concernant certaines questions, en particulier les plus brûlantes. Parce que dans ces textes, on parle de théologie et pas d'histoire, ou bien d'une histoire revue à partir d'une ou plusieurs théologies, car il y en a plusieurs dans l'Ancien Testament.

Pour dire ce qu'il y a dans les textes sur Israël, la terre promise, etc., il faut d'abord déconstruire. Il faut reprendre l'histoire de ce peuple d'Israël à partir de nouvelles façons de lire, de méthodes distantes critiques (c'est-à-dire en prenant du recul par rapport au texte), et à partir aussi de l'archéologie. Pendant longtemps nous avons été tributaires de l'archéologie dominante dans la façon de reconstituer l'histoire d'Israël dans l'Ancien Testament, qui est la théologie deutéronomiste (inspirée du Deutéronome, livre qui contient un certain nombre de lois et de promesses, et qui fonctionne à partir du modèle de l'alliance entre Dieu et un peuple). Cette théologie a imprégné beaucoup de textes et quand, dans beaucoup d'endroits, on lit le texte sans distance critique, on le lit en réalité selon la théologie deutéronomiste.

La terre promise n'existe pas

L'expression terre promise n'apparaît pas dans l'Ancien Testament. La terre donnée par Dieu s'appelle la terre de Canaan, ce qui n'est pas la même chose. Et cette terre est-elle vraiment « donnée » ? Ce n'est pas évident non plus. Il y a plusieurs façons d'envisager le don de la terre dans les différentes théologies de l'Ancien Testament. Ce qui est sûr, c'est que ce don de la terre est un des piliers de l'alliance entre Dieu et son peuple (ex. Deutéronome 11). Si on lit cela de cette façon en disant que c'est valable aujourd'hui, bien sûr cela pose quelques problèmes...

On voit là un élément privilégié de la relation entre Dieu et Israël, mais on n'en parle pas toujours comme ça. Dans Deutéronome 11, on parle du pays entier, mais au retour d'exil, on va donc plutôt se focaliser sur le Temple et Jérusalem ; et après la destruction du Temple en 70 et après 135, on va revaloriser l'ensemble de la terre. Il y a donc des allées et venues qui dépendent de l'histoire telle qu'elle est vécue à un certain moment.

Il y a aussi des textes qui insistent sur une occupation conditionnelle de la terre, c'est-à-dire qu'il y a des conditions éthiques posées à la présence en Canaan. On explique dans certains textes (Genèse 15, 16) que si les juifs peuvent prendre possession de Canaan, c'est à cause de l'iniquité des Cananéens, mais que si Israël lui-même ne respecte pas l'alliance, il pourra subir le même sort ; ainsi Genèse 15 envisage déjà quatre générations d'exil. Il y a d'autres traditions qui prévoient un don définitif de la terre (Genèse 13 et 17).

Une autre idée est qu'il ne s'agit que d'une promesse, le pays promis n'étant jamais effectivement donné (à la fin du Pentateuque, pas un seul membre du peuple d'Israël n'a mis le pied sur cette terre). Autre idée encore, une présence sur la terre sans droit du sol : dans Genèse 23, Abraham dit aux Cananéens qu'il veut vivre parmi eux comme un immigré et un hôte, et on insiste sur l'origine non autochtone des Hébreux.

En plus de la diversité des façons d'envisager le don de la terre, il y a des évolutions entre les textes, qui envisagent différemment cette question de la revendication.

Après l'exil, le livre des Jubilés justifie la conquête par Josué du pays de Canaan par une sorte de droit de propriété originel. Dans un commentaire sur le Lévitique du 2^e siècle après J.-C., le peuple d'Israël reproche à Dieu de lui avoir donné une terre qui appartenait déjà à quelqu'un d'autre ; Dieu répond qu'à l'origine cette terre était propriété d'Israël par Cham fils de Noé, que les Cananéens n'ont servi que de gardiens des lieux jusqu'à l'arrivée d'Israël. Il y a aussi plusieurs frontières, qui évoluent en fonction de l'histoire. La vision la plus extensive (du Nil à l'Euphrate) apparaît lorsque le peuple n'a plus de terre. Par contre, dans la littérature rabbinique, la terre est souvent définie en fonction des lois agricoles, sur des surfaces beaucoup plus restreintes. Donc là non plus, il n'y a pas d'homogénéité dans les textes.

Au final, la terre promise n'existe pas, il y a plusieurs versions de la promesse du don de la terre, mais sans évolution linéaire de cette idée qui irait de la conquête de Canaan à l'Etat d'Israël. Pour comprendre, il faut passer par l'histoire. Il y a une constante : les textes ont été composés en général en vue d'une revendication sur la terre liée à des moments historiques forts. Il y a aussi de sérieux doutes archéologiques (à Jérusalem notamment, où par exemple on n'a aucune trace prouvée du palais de David).

Plusieurs discours sur la possession de la terre

L'Ancien Testament fournit plusieurs discours sur la possession de la terre.

Dans l'imaginaire que développe le Deutéronome sur le don par la conquête, Israël est maître de son territoire, sur lequel il entretient une *relation exclusive* avec son Dieu, à l'écart des autres populations.

Il existe un autre modèle : la *cohabitation pacifique* (modèle abrahamique). Dans la Genèse, Abraham est un patriarche non conquérant : il parcourt le pays et en prend symboliquement possession par la construction d'autels consacrés à Dieu ; c'est très différent d'une guerre de conquête. Cette occupation est envisagée sous une forme de cohabitation plus ou moins harmonieuse avec les populations locales. Cela permet de considérer Israël sous l'angle de la terre et de ses liens avec les autres peuples.

Troisième modèle : *l'espace rituel*. Dans le Lévitique, le pays est représenté comme une prolongation du Temple. La terre d'Israël devant être pure et préservée comme telle, les populations précédentes sont chassées par Dieu parce qu'elles ont souillé le sol par leurs coutumes abominables. Le pays est confié par Dieu à Israël (qui en a l'usufruit et non la pleine propriété), à condition qu'il respecte ses lois et ne souille pas la terre à son tour. Le Lévitique (26-35) présente l'exil comme une façon pour le pays de se reposer (shabbat) afin de retrouver la pureté rituelle. Cette conception n'a rien à voir avec un Etat.

Dernier discours : *la vision de la diaspora*, celle qu'on peut avoir de la terre d'Israël quand on est à l'étranger. Après l'exil, il y a des gens qui reviennent, d'autres qui sont en diaspora et qui y resteront (à Babylone mais aussi en Egypte) et dont beaucoup ne voient pas l'intérêt de retourner sur la terre des ancêtres (comme Joseph qui installe sa famille en Egypte et devient le premier ministre de Pharaon).

C'est donc un pays de plusieurs mémoires, de plusieurs discours sur ce qui est donné par Dieu et qui proviennent de milieux distincts : le Deutéronome probablement transmis par des Judéens exilés à Babylone qui, par le don du pays, montrent l'importance pour Israël de préserver son identité ; la figure d'Abraham qui, pour d'autres Judéens, traduit l'expérience du pays comme un espace de cohabitation possible entre différents peuples ; le Lévitique, qui conçoit le pays comme un espace rituel prolongeant le sanctuaire (c'est probablement l'idée du clergé de Jérusalem à l'époque perse) ; et enfin des passages qui prennent en compte l'importance de la diaspora.

On n'a pas cherché à harmoniser tout cela, qui se présente en vrac. C'est au lecteur à distinguer qui est quoi car on ne peut pas adhérer à tout en même temps, et à voir comment toute cette théologie se fait en fonction de l'histoire. C'est compliqué car ces textes révèlent des pièges de lecture, ils montrent à quoi pousse une idéologie menée à l'extrême, ils permettent de nous interroger sans cesse sur nos représentations, nos présupposés, avec cette idée qu'on reste dans la promesse donc avec l'assurance de nouveaux parcours possibles.

Dernier point fondamental : il ne faut pas oublier que tous ces souvenirs mythiques sur les origines *ne peuvent pas remplacer le droit international* en ce qui concerne les questions d'aujourd'hui.

V. Le sionisme et l'Etat d'Israël

par Maurice Buttin, avocat honoraire, président du Comité de vigilance pour une paix réelle au Moyen-Orient (CVPR-PO)

Résumé :

Etudier l'histoire du sionisme est indispensable pour comprendre les enjeux du « conflit israélo-palestinien », en réalité une guerre coloniale qui trouve ses origines dans l'idéologie sioniste chrétienne, l'opportunisme sioniste juif lié à l'expansionnisme occidental, le repentir européen à bon compte après la Shoah sur le dos des Palestiniens. Avec, au bout du compte, un surprenant paradoxe : les meilleurs soutiens de l'Etat d'Israël sont aujourd'hui des extrémistes de droite antisémites mais pro-sionistes par haine des Arabes et de l'islam...

Dans mes nombreuses conférences sur la compréhension du conflit israélo-palestinien, j'emploie le terme de conflit car c'est l'habitude dans les médias, mais c'est une erreur : il n'y a pas de « conflit israélo-palestinien », il y a un Etat, Israël, qui occupe son voisin, l'Etat de Palestine. Comment en sommes-nous arrivés là historiquement ?

Le sionisme chrétien a précédé le sionisme juif

Pour bien comprendre, il faut étudier l'idéologie sioniste mais aussi celle de ses alliés : environ 80 millions de chrétiens sionistes évangéliques aux USA, environ 50 millions au Brésil (qui vient d'élire un président catholique proche des évangéliques sionistes), et 80 millions d'évangéliques en Chine (contre 12 millions de catholiques).

Il faut partir non pas du sionisme juif de 1897, mais du sionisme chrétien qui apparaît bien plus tôt. A partir de la Réforme, des protestants vont instrumentaliser la Bible pour arriver assez vite à une politisation de la religion comme on la trouve aujourd'hui en Israël.

D'une manière générale, ces chrétiens voient dans le peuple juif et la création de l'Etat d'Israël en 1948 un moment capital de l'histoire du salut pour tous : Dieu a manifesté sa volonté à travers l'Ancien Testament. Lors des premières élections à la Knesset en 1949, Begin obtient 13 % des votants avec pour programme « Israël du Nil à l'Euphrate ». Dans la déclaration d'indépendance de Ben Gourion, aucune frontière n'est fixée pour le nouvel Etat, et dans la dernière déclaration de juillet 2018 (« Etat d'Israël, Etat du peuple juif »), il n'y a pas non plus de frontière géographique. Cela signifie que le sionisme est un perpétuel espoir *d'aller toujours plus en avant territorialement* ; Ben Gourion, qui voyait à long terme, disait : on va d'abord conquérir cela et on continuera pour le reste.

C'est donc chez des chrétiens, dès le XVI^e siècle (Cromwell par exemple) qu'on a pensé que puisque Dieu a donné cette terre aux juifs, il était normal qu'ils la prennent. En 1884, William Hechler (1845-1931), pasteur protestant anglais et chrétien sioniste, ami et conseiller du journaliste juif autrichien Théodore Herzl, écrit *La restauration des juifs en Palestine*. Il va présenter Herzl à tous les grands dirigeants du monde et notamment à lord Balfour, lui-

même évangélique. Aux Etats-Unis, le prédicateur William Blackstone, qui est à l'origine du lobby sioniste, présente en 1891 au président Harrison une pétition pour la création d'un Etat juif en Palestine signée par 400 personnalités (dont John Rockefeller). Il existait donc un mouvement sioniste chrétien avant même la naissance du sionisme juif. Mais à l'époque le monde juif y était opposé, parce que c'était une démarche chrétienne qui impliquait à terme la conversion des juifs (impensable pour les religieux orthodoxes) et parce que les juifs libéraux se trouvaient plutôt bien dans les pays où ils vivaient et n'avaient aucune envie d'aller en Palestine. Herzl, juif athée, va donc devoir argumenter différemment.

Le congrès de Bâle fait le choix de Sion

Arrivé à Paris pendant l'affaire Dreyfus, Herzl estime que même en France où les juifs sont bien assimilés, ils suscitent la haine et que l'antisémitisme y est virulent, y compris dans la presse chrétienne (*La Croix* écrivait alors « Mort aux juifs ! »). Voyant aussi les pogroms en Europe de l'Est, il se dit qu'il faut rassembler les juifs quelque part. Dans son livre *L'Etat des juifs* (1896), il ne parle pas d'un Etat juif mais d'un Etat où les juifs seraient rassemblés, qui ne serait pas forcément la Palestine mais n'importe quel lieu (les Anglais lui proposent l'Ouganda, on parlera aussi de Madagascar ou de l'Argentine).

Cependant au congrès de Bâle de 1897, le Mouvement des Amants de Sion, très important en Europe de l'Est, veut créer cet Etat à Sion (une des collines de Jérusalem), là où la Bible dit que jadis il y aurait eu un royaume d'Israël. Herzl, qui est laïc, ne prend pas spécialement en compte cet aspect religieux, mais le projet sioniste proclamé au congrès de Bâle (très important car c'est lui qui prédomine aujourd'hui) affirme que le but du sionisme est la création en Palestine par le peuple juif d'une patrie garantie par le droit public, basé sur le slogan « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Le paradoxe est qu'il y a aujourd'hui des Israéliens qui se disent athées et ne croient donc pas en la Bible mais qui disent quand même que c'est Dieu qui leur a offert cette terre ! Ils prétendent que le pays était vide, qu'il n'y avait là que quelques Bédouins. Dans la tête des gens va s'inscrire l'idée d'une errance palestinienne que l'historien israélien Ilan Pappé qualifie de nettoyage ethnique de la Palestine.

Neguib Azoury, homme politique, écrivain et nationaliste chrétien libanais (1873-1916), écrit en 1905 de façon visionnaire, que se manifestent deux phénomènes dans cette partie de l'Empire ottoman : d'une part la *Nahda* (Renaissance arabe), dans laquelle les chrétiens arabes jouent un grand rôle, et d'autre part l'insistance des juifs à reconstituer sur une très grande échelle l'ancienne monarchie d'Israël : « *Ces deux mouvements sont destinés à s'affronter sans relâche jusqu'à ce que l'un d'eux l'emporte. Le sort du monde entier dépendra de l'issue finale de cette lutte entre deux peuples représentant des principes opposés* ».

La recherche d'un appui européen

Pour que le sionisme puisse avancer, il lui faut alors une reconnaissance internationale, et les sionistes vont tirer profit de la Première Guerre mondiale.

En 1914, les Ottomans s'allient à l'Allemagne. En 1916, les Français et les Britanniques signent les accords Sykes-Picot pour se partager le Proche-Orient après la défaite de l'Empire ottoman. Ils demandent aux peuples arabes de se soulever contre les Ottomans, contre la promesse (jamais réalisée) du grand Etat arabe que réclament les nationalistes. Nouvelle trahison en novembre 1917 : la déclaration Balfour par laquelle le gouvernement anglais envisage l'établissement en Palestine d'un « foyer national juif ». Cette déclaration sera reprise dans les accords de San Remo où la France et la Grande-Bretagne se partagent l'ancien Empire ottoman, ainsi que dans le mandat sur la Palestine que la SDN confie aux Anglais. A noter que le président américain Wilson était partisan de l'émancipation des peuples et de leur droit à l'autodétermination, ce que reprendra la charte de l'ONU ; ce droit

profitera au Montenegro qui obtiendra son indépendance en 2006, mais il n'a jamais été proposé aux Palestiniens, ni à l'époque ni aujourd'hui. Wilson crée une commission d'enquête pour connaître l'avis des Palestiniens, mais les Anglais et les Français, bien décidés à se partager le Proche-Orient, n'ont aucune envie de savoir ce que pensent les gens. C'est donc un échec, mais les conclusions du rapport sont intéressantes : il ne nie pas la déclaration Balfour mais prédit ce qui va se passer en Palestine si on laisse les sionistes agir à leur guise. A partir de 1933 on assiste à une arrivée massive de juifs allemands qui fuient le nazisme. Aujourd'hui Israël est essentiellement un peuple d'Européens (ashkénazes), tandis que les sépharades (juifs originaires des pays arabes) sont plutôt mal vus – c'est pourquoi les Européens considèrent qu'Israël est un bout d'Europe en Asie.

L'idée du partage antérieure à la Shoah

En 1937, il y a un grand soulèvement palestinien (la véritable première Intifada) qui sera terriblement réprimée, avec l'élimination d'un grand nombre de leaders palestiniens (qui vont cruellement manquer quelques années plus tard). Les Anglais, qui se rendent compte que la situation devient intenable pour eux, imaginent un partage. En 1937, ils proposent à Ben Gourion, qui accepte, 20 % du territoire du mandat britannique. Donc l'idée du partage est bien antérieure à la question de la Shoah. Mais en 1939, voyant la guerre arriver, les Anglais renoncent au partage car ils veulent maîtriser le terrain en cas d'attaque allemande par l'Egypte. Ils proposent donc un Etat unique dans lequel le pouvoir serait partagé entre Palestiniens et juifs, ce que les uns et les autres refusent. Il est intéressant de voir que ce qui sera peut-être la solution de demain avait déjà été envisagé en 1939.

Lorsque l'Etat d'Israël est proclamé en 1948, il lui est accordé une superficie de 55 % du mandat (alors que les juifs ne représentent qu'un tiers des habitants sur 6 % du territoire). Mais c'est là qu'intervient la Shoah. Pour se faire pardonner ce drame épouvantable, les Européens donnent aux juifs une position que normalement ils n'auraient pas dû avoir. Les Soviétiques appuient cette initiative occidentale, car ils pensent qu'une Palestine sioniste pourrait devenir un pays socialiste (comme la Tchécoslovaquie qui d'ailleurs fournit des armes aux sionistes).

On a donc ce schéma étrange : pour se faire pardonner, l'Europe donne aux juifs un pays tiers qui ne lui appartient pas, sans demander leur avis aux Palestiniens qui y vivent depuis longtemps et y sont majoritaires. C'est un partage parfaitement inique, sur la forme comme sur le fond. On en arrive au vote récent par la Knesset (juillet 2018) de la loi de l'Etat-nation, selon laquelle Israël est l'Etat du peuple juif, seul autorisé à s'autodéterminer. En 1948 survient donc la *Nakba* (la catastrophe en arabe), l'expulsion de 750 000 Palestiniens avec destruction de 500 villages ; ces expulsés seront de nouveau chassés en 1967 (c'est la « table rase » façon Josué). Dès le partage, les juifs vont non seulement occuper la partie que l'ONU leur a accordée, mais ils vont aller au-delà. La réaction des Palestiniens est faible, par manque d'armement et de leaders ; ils vont subir plusieurs massacres (dont Der Yassin). Et il y aura la suite que vous connaissez, avec depuis 1967 l'occupation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est et depuis 2006 le blocus de Gaza malgré le retrait israélien.

Aujourd'hui, si le monde arabe aidait réellement les Palestiniens, il y a longtemps que cette question de l'occupation serait réglée. A noter en 1980 la déclaration de Venise (contre l'annexion de Jérusalem et pour la fin de l'occupation territoriale), sur laquelle l'Union européenne est aujourd'hui très en retard. Rien n'a été fait depuis.

Antisémites mais farouchement sionistes

Pour conclure, un mot sur ces fondamentalistes chrétiens qui pensent que le Temple doit être reconstruit car ce sera alors le retour de Jésus sur terre ! Tous les millénaristes et les littéralistes pensent que la fin des temps approche puisque, selon eux, les juifs doivent se

rassembler pour hâter l'apocalypse. Ces fanatiques croient que Jésus-Christ reviendra lorsque tous les juifs seront rassemblés en terre sainte, mais ils devront alors se convertir au christianisme et ceux qui refuseront seront exécutés...

Le paradoxe est qu'Israël s'appuie sur ces mouvements très antisémites. Lors de la cérémonie qui a suivi la reconnaissance par les Etats-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël, le président Trump, qui a le soutien de ces millions d'évangéliques, a envoyé pour bénir son ambassade deux pasteurs évangéliques très antisémites – pour eux le monde juif doit être détruit – mais farouchement sionistes !

J'ai une double certitude, que vous pouvez partager ou pas : 1) il n'y aura jamais la paix tant que le national sionisme sera au pouvoir en Israël car Israël s'est toujours construit et a vécu par la guerre ; le sionisme israélien, qu'il soit laïc ou religieux, c'est la guerre. 2) Un jour (lointain) cela finira et alors, s'il n'y a pas d'Etat palestinien, il y aura un Etat unique et ce sera la guerre démographique ; si les dirigeants israéliens persistent à refuser les deux Etats, Israël disparaîtra (De Gaulle l'aurait prédit quelques jours avant sa mort).

Aujourd'hui on est arrivé à un point de non retour : le ghetto s'est refermé. Pour qu'une vraie paix arrive, il faut qu'un jour se lève en Israël un grand leader (comme il y en a eu en Afrique du Sud : le président De Klerk qui a compris que l'apartheid ne pouvait plus durer et qui s'est mis d'accord avec Mandela pour y mettre fin). En France il y a eu De Gaulle qui a terminé la guerre d'Algérie, surtout pour des raisons démographiques. De même en Palestine, la démographie est capitale. La charte du Likoud revendique tout le mandat britannique pour Israël. Je pense qu'un jour l'Autorité palestinienne – qui n'a plus aucune autorité aujourd'hui – se retirera et laissera les Israéliens occuper le tout et ils verront alors que c'est ingérable.

VI. Emergence d'une théologie de la terre en Palestine

par Jamal Khader, Palestinien, professeur et prêtre à Ramallah

Résumé :

Les chrétiens de Palestine, pour qui l'approche littéraliste de l'Ancien Testament peut être une souffrance, font une lecture non politique mais spirituelle de la Bible. Leur lien avec la terre sainte est d'ordre existentiel et non idéologique. En privilégiant une lecture christologique et non hébraïque de la Bible, ils témoignent que toutes les promesses de Dieu trouvent leur réalisation dans le Christ.

Quand nous les Palestiniens nous lisons la Bible, nous en faisons une lecture spirituelle dans le sens que la Bible nous raconte le plan de Dieu pour notre salut. Elle est une bonne nouvelle et doit continuer à l'être. Se pose alors la question de l'unité de la Bible. On ne peut pas séparer l'Ancien Testament du Nouveau Testament parce que, pour les chrétiens, la Bible est l'association des deux, même si l'Ancien Testament présente pour nous un certain nombre de difficultés, comme la promesse de la terre. Notre attachement à la terre, nous les Palestiniens, n'est pas une question idéologique ; c'est notre maison, là où nous vivons depuis des siècles. Nous n'avons jamais réclamé de droits particuliers, de privilèges, ni avancé des arguments théologiques pour posséder cette terre. Notre lien avec cette terre est un lien naturel ; notre présence sur cette terre n'est pas un accident, nous avons nos racines ici. Pour nous, la théologie n'est jamais un exercice purement intellectuel, c'est une question de vie ou de mort. La Bible nous inspire nos positions d'aujourd'hui. Nous avons une raison de plus que les autres chrétiens d'aimer la Bible, parce qu'elle parle de nous, de nos villes, de nos villages, de nos campagnes, de nos montagnes, de nos ancêtres dans la foi. Ces ancêtres sont Abraham, Isaac et Jacob ; nous descendons de cette lignée.

La terre : une vocation pas un privilège

En arabe, nous n'employons pas le terme « terre sainte ». Notre terre serait-elle plus sainte que les autres ? Notre prière va-t-elle plus directement à Dieu ici qu'ailleurs ? Il faut reprendre la parole de Jésus : prier, c'est adorer Dieu en esprit et en vérité. Un lieu est saint tant que Dieu y est présent. Nous ne parlons pas de la sainteté de cette terre comme d'un privilège mais comme d'une vocation. Nos pères ont vécu à la fois dans un pays où la voix des prophètes a été entendue à travers les noms d'Abraham, Isaac, Jacob, David, Salomon, et aussi dans un pays que la présence du Christ a béni et fortifié.

Nous disons toujours que la terre appartient à Dieu, qui nous l'a simplement confiée pour en prendre soin et la faire fructifier, et non pour l'avoir en propriété. C'est ainsi que nous vivons notre relation à cette terre : c'est un lien existentiel, pas un lien idéologique. On pourrait l'appeler la « terre sainte du cinquième évangile » : en la parcourant, on comprend mieux les quatre évangiles. Le pape Paul VI a dit qu'à côté de l'histoire du salut (vue à travers l'histoire du Temple), il y a l'importance des lieux, qu'il a appelée la « géographie du salut ». C'est seulement quand la géographie du salut rencontre l'histoire du salut qu'on peut dire : « Ici Jésus est né, ici Jésus est mort ».

Mais certains font une lecture politique de la Bible pour justifier des positions politiques, et alors ils sélectionnent les textes (par ex. ceux qui disent que Dieu a donné la terre au peuple juif, etc.), et ils ignorent d'autres textes qui parlent du don de la terre dans le contexte de l'alliance, c'est-à-dire un don pour adorer Dieu et suivre ses commandements. Un ami juif m'a dit : « Dieu ne fait pas de don, mais il fait des tests : il nous a donné la terre pour vivre ses commandements mais nous n'en étions pas dignes et nous l'avons perdue deux fois, et je crains que nous la perdions bientôt une troisième fois ». Face à ces défis, que disent les Palestiniens chrétiens ?

Quelle lecture de l'Ancien Testament ?

La première réaction des Palestiniens chrétiens est une *lecture spiritualiste* de l'Ancien Testament, qui ne s'attache pas au texte lui-même. La terre physique est perçue comme un signe, un symbole de la terre céleste. Il y a des textes qui nous disent que si cette tente, notre maison terrestre, vient à être détruite, nous avons un édifice qui est l'œuvre de Dieu, une maison éternelle qui n'est pas faite de main d'homme dans les cieux (2 Corinthiens 5,1). On parle aussi de la Jérusalem céleste, qui coupe les chrétiens de la réalité vécue et aussi des responsabilités dans la vie publique. Certains chrétiens se réfugient dans la prière et ne voient que l'aspect spirituel des textes.

Autre réaction des Palestiniens : *le refus de lire ces textes*. Si l'Ancien Testament est aussi antipalestinien, pourquoi devrais-je le lire ? Si le Dieu de l'Ancien Testament est un Dieu tribal, qui fait combattre ses tribus contre les Philistins (les Palestiniens), pourquoi devrais-je le lire, alors que nous avons le Nouveau Testament qui nous suffit ? La réponse du patriarche latin de Jérusalem (et ancien président de Pax Christi) Michel Sabbah en 1996 est claire : pour les chrétiens, les deux Testaments forment un seul livre, qui contient toute la révélation donnée par Dieu pour le salut de l'humanité ; aucune partie de l'Ancien ou du Nouveau ne peut en être séparée. Vous pouvez imaginer la difficulté pour les Palestiniens d'entendre tous les dimanches à l'église les mots « Israël », « Dieu d'Israël », « paix sur Israël », etc. ; cela suscite toujours des réactions.

La réponse de plusieurs théologiens palestiniens est de faire une *lecture contextuelle* de l'Ancien Testament. Nous les chrétiens palestiniens, nous avons été confrontés à des lectures venant de l'Occident et perçues comme agissant contre nous, qui justifient notre souffrance, notre expulsion de la terre, notre *Nakba* (catastrophe) par des textes bibliques. Un Néerlandais m'a dit un jour : « Vous habitez une terre qui appartient aux juifs, c'est clair dans la Bible ». J'ai répondu : « J'essaie de comprendre ces textes de la Bible, mais rappelez-

vous qu'il s'agit de ma terre, pas des Pays-Bas. C'est facile de dire à quelqu'un : ta terre a été donnée par Dieu à un autre peuple ! ».

La question importante pour moi est : de quel Dieu s'agit-il ? Quelle est notre image de Dieu ? Si c'est le Dieu de Jésus-Christ que je connais, créateur de tout à sa ressemblance, alors je crois en un Dieu père, juste et amoureux, un Dieu qui n'inclut pas la souffrance des Palestiniens dans son plan de salut. Certains théologiens catholiques disent que le retour des juifs sur leur terre est un signe de la fidélité de Dieu envers son peuple, un signe d'espoir. Je leur ai demandé : espoir pour qui ? Pour moi, c'est la catastrophe. Dans notre contexte, comment comprendre cela ? Dans la lettre pastorale du patriarche Michel Sabbah, il y a des questions sur comment comprendre l'Ancien Testament, la relation entre le Nouveau et l'Ancien Testament, la relation entre l'histoire biblique ancienne et notre histoire contemporaine, la question de savoir si l'Israël biblique est ou non identique à l'Etat d'Israël contemporain, la signification des mots « promesse », « peuple élu », « alliance » et en particulier la promesse et le don de la terre à Abraham et à ses descendants, etc. Si l'on admet que la Bible est un seul livre, il faut lire toute la Bible et non pas faire un choix de textes.

Pour une lecture christologique de la Bible

Je voudrais surtout parler de la lecture christologique de la Bible. Que nous dit Jésus à propos de l'élection, de la terre, des promesses ? C'est à travers ma foi dans le Dieu de Jésus-Christ, le Dieu amour qui a sacrifié son fils pour le salut du monde, que j'essaie de comprendre les textes de l'Ancien Testament. Ce n'est pas facile, je continue à me battre avec le verbe de Dieu à la manière de Jacob et de l'ange : je ne le laisserai pas partir avant qu'il dise son nom à la fin de l'histoire...

Dans le document Kairos-Palestine, nous disons : le Christ est venu proclamer que le royaume de Dieu est proche, il a provoqué une révolution dans l'histoire de l'humanité, nous a apporté un enseignement nouveau, une lumière nouvelle pour comprendre l'Ancien Testament, sur les principaux sujets qui ont rapport avec notre foi chrétienne et notre vie quotidienne, comme les promesses, le peuple de Dieu et la terre. C'est une lecture légitime de la Bible même si ce n'est pas la seule. Pour nous, cette lecture christologique est importante pour comprendre l'Ancien Testament.

Ainsi il est écrit que Dieu a promis la terre à Abraham et à ses descendants. Mais qui sont les descendants d'Abraham ? C'est une question essentielle. On peut faire une réponse historique, mais aussi une réponse biologique. Les promesses ont été adressées à Abraham et à sa descendance (Paul, Galates). L'Écriture ne dit pas « aux descendants » comme s'il s'agissait de plusieurs, elle n'en désigne qu'un : « ta descendance », c'est-à-dire le Christ. Si vous appartenez au Christ, vous êtes la descendance d'Abraham, héritière selon la promesse. Peut importe pour moi si, en tant que Palestinien, je suis ou non descendant d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, mais dans la ligne de foi, oui, j'appartiens à Abraham et je fais partie de sa descendance à cause de ma foi en Jésus-Christ. Toutes les promesses de Dieu trouvent en effet *leur réalisation dans le Christ*.

Le Christ parle très peu de la terre. Il dit d'abord « Heureux les doux » et nous connaissons son attitude envers la Samaritaine. Ce qui compte le plus pour moi, c'est cette ouverture que nous offre le Christ : ce n'est plus à un seul peuple mais à *toutes les nations* qu'il faut prêcher la bonne nouvelle. Tout a commencé bien sûr à Jérusalem, mais très vite le message s'est propagé hors des limites de la Palestine. Toutes les nations sont appelées à devenir les descendants d'Abraham. Il n'y a pas d'un côté le peuple de Dieu, c'est-à-dire les juifs, et de l'autre les « gentils », c'est-à-dire les païens.

Les textes bibliques sur le don de la terre ne peuvent pas être utilisés pour justifier des options politiques et la propriété territoriale de la terre. C'est une *utilisation abusive de la*

Bible, qui pousse à privilégier certains passages et à en ignorer ou en nier d'autres. Car si on trouve des textes qui disent que la terre sera donnée au peuple juif, il y en a d'autres qui disent que le peuple juif sera expulsé de la terre. La seule affirmation véritable est que *la terre appartient à Dieu seul*. Et n'oublions pas la vision eschatologique de la Jérusalem céleste (« ils seront faits peuple »). Utiliser la Bible pour justifier l'injustice n'est pas une bonne théologie, c'est une menace pour notre existence, nous les Palestiniens. Si l'Évangile est une bonne nouvelle, il doit rester une bonne nouvelle pour tous, y compris pour les Palestiniens. En conclusion, si nous revenons à la théologie de la création avant la théologie de l'élection, nous voyons une ouverture plus grande, c'est-à-dire que Dieu nous a créés tous et toutes à son image et à sa ressemblance et il voudrait que tous et toutes nous vivions ensemble. *La création vient avant l'élection*.

L'universalité du Nouveau Testament

Et que dire de la notion du royaume de Dieu dans le Nouveau Testament ? Elle n'évacue pas directement la question de la propriété et du don de la terre, mais elle signifie que le royaume de Dieu n'est pas un programme politique, qu'il n'est *pas lié à un royaume terrestre*, mais qu'il est relatif à la justice, à la paix et à la joie dans l'Esprit saint. Cette ouverture est une universalité : la terre de Palestine est certes une terre particulière mais elle porte un message universel. Jérusalem et toute sa région doit être ouverte à tous les croyants (et aussi aux incroyants). Quand on parle de théologie, on doit toujours penser à la justice et non pas justifier l'injustice. La ville de Jérusalem est habitée par deux peuples et trois religions. La reconnaissance de la sainteté de Jérusalem et de son message sera une source d'inspiration pour la recherche d'une solution à l'ensemble du conflit. Nous devons reconnaître cette terre comme la terre de Dieu, où nous pouvons l'adorer et créer une nouvelle réalité pour tous les habitants de la ville et du pays.

*

Atelier « Analyse de discours chrétiens sionistes »

par Corinne Lanoir

Résumé :

Le mouvement sioniste évangélique développe trois thèmes majeurs : le rejet de la théologie de la substitution, selon laquelle l'Église a remplacé Israël dans le plan de Dieu ; la croyance dans la théologie de l'invention ; la croyance dans la théologie de la prophétie.

L'origine du sionisme chrétien remonte au premier siècle, puisqu'il y a toujours eu des hommes et des femmes pour croire en ses principes et les enseigner. En tant que théologie, le sionisme chrétien naquit chez les protestants piétistes du XVI^e siècle et chez les puritains anglais du XVII^e siècle. En 1587, un homme nommé Francis Kett a été brûlé vif pour avoir exprimé la croyance que la Bible prophétisait le retour des juifs dans leur pays. On peut citer l'ouvrage de Thomas Brightman en 1607 intitulé « *Révélation de la révélation* » qu'il introduit par cette phrase : « Retourneront-ils à Jérusalem ? Il n'y a rien de plus certain ; les prophètes le confirment partout ». Au XVIII^e siècle, le mouvement sioniste chrétien est connu comme le Mouvement de la Restauration. Au XIX^e siècle, il prend rapidement de l'ampleur. Un de ses animateurs note que « les signes des temps sont mûrs pour le retour des juifs en Palestine ». Nombre de personnages influents sont engagés dans le sionisme chrétien, des industriels, des politiciens, essentiellement britanniques et américains. Le XX^e siècle voit la réalisation du rêve sioniste en tant qu'accomplissement direct de la parole prophétique de Dieu, et aujourd'hui le mouvement s'est fortement accru et embrasse des millions de personnes dans le monde. Tous ces gens considèrent leur tâche comme loin d'être achevée. Pour eux la

survie et la préservation d'Israël dépendent du même soutien que celui qui a permis sa réalisation. Les sionistes chrétiens croient qu'en recherchant la paix d'Israël ils œuvrent pour la paix du monde, avec comme référence le livre d'Esàïe (chap. 2).

En 1891 paraît à Washington le Mémorial de William E. Blackstone, adressé au président des Etats-Unis Benjamin Harrison. Cette pétition en faveur de la restauration du peuple juif en Palestine appelle le gouvernement américain à organiser une conférence avec les puissances européennes pour organiser ce transfert, en commençant par les juifs de Russie alors victimes de pogroms. Aujourd'hui, il faut retenir le nom du pasteur américain John Hagee, né en 1940, qui diffuse des sermons de soutien au sionisme chrétien. Hagee croit que la Bible commande aux chrétiens de soutenir l'Etat d'Israël et le peuple juif. Selon lui, elle prédit que la Russie et l'Etat islamique vont envahir Israël et qu'ils seront détruits par Dieu, ce qui conduira l'Antéchrist, c'est-à-dire les dirigeants de l'Union européenne, à provoquer un conflit à propos d'Israël entre la Chine et l'Occident !

Trois thèmes majeurs

Le mouvement sioniste évangélique auquel Hagee appartient développe trois thèmes majeurs :

- 1) le rejet de la *théologie de la substitution*, selon laquelle l'Eglise a remplacé Israël dans le plan de Dieu ;
- 2) la croyance dans la *théologie de l'invention*, qui repose sur Genèse 12, 3 (« Je bénirai ceux qui te béniront et je maudirai ceux qui te maudiront ») et Isaïe 62, 1 (« Pour l'amour de Sion je ne me tairai point ») ;
- 3) la croyance dans la *théologie de la prophétie* : les évangéliques du cercle de Hagee croient que les prophéties de l'Ancien Testament ne sont pas caduques et que la Bible aurait prédit aussi bien la restauration d'Israël en 1948 que la prise de Jérusalem par les juifs en 1967, dans l'attente du retour du Christ.

Au prétexte de ne pas reproduire les erreurs du passé (prévenir tout nouvel holocauste), les sionistes évangéliques interprètent l'histoire à travers le prisme biblique ; ils soutiennent Israël en tant qu'Etat historique et veulent le retour des juifs en Israël.

Pour examiner cette idéologie, nous avons sélectionné plusieurs documents importants : le « Mémorial » de Blackstone (1891), « L'horloge prophétique de Dieu » (sermon de John Hagee, 2018), le sionisme chrétien selon Derek White (Christian Friends of Israël/CFI), le sermon du pasteur baptiste Robert Jeffress (à l'investiture de D. Trump le 20 janvier 2017), et « Israël dans le Nouveau Testament » de Patrice Rolin (Atelier protestant, 2018).

*

Dialogue avec la salle

Question 1 : *Ne faudrait-il pas trouver, entre chrétiens de toutes obédiences, des mots de remplacement dans les textes de nos célébrations pour éviter la confusion entre l'Israël biblique et l'Etat d'Israël actuel ?*

Réponse de Jamal Khader :

Dans les années 1950, quand l'Eglise catholique de Palestine a fait l'expérience de traduire les textes en arabe, il y avait deux écoles de pensée. La première était d'éviter le mot Israël et ceux qui touchent les sensibilités locales. Pour éviter les confusions, on employa d'autres expressions comme le « peuple de Jacob », le « peuple fidèle », même dans les textes bibliques lus pendant les cérémonies. Une autre école de pensée disait : laissons les textes tels quels mais essayons d'expliquer la différence entre la réalité biblique et la réalité politique moderne. En fait ce travail d'explication n'a jamais vraiment eu lieu, et je préfère la

première solution car certains paroissiens me disent que chaque fois qu'ils entendent le mot Israël, ça sonne mal à leurs oreilles. Mais on ne peut pas toujours éviter de citer le mot Israël. Et comme on ne peut pas non plus traduire (surtout dans notre contexte, avec à la fois la tradition coranique qui ne peut changer aucun mot, et la mentalité orthodoxe qui veut aussi garder le texte sacré tel quel), alors on préfère ne pas lire certains textes comme l'Exode, ni même la prophétie d'Ezéchiel qui parle de rassembler les juifs de partout.

Réponse du pasteur Ernest Reichert :

Rien n'est simple. Moi quand je choisis un psaume pour la prière, je remplace le mot Israël par « ton peuple » ; je pense être ainsi fidèle à la fois à l'intention du texte et à son utilisation, et ça évite les confusions.

Question 2 : *Comment lutter, en tant que chrétien, contre un discours ambiant de condamnation et de déshumanisation des Palestiniens ?*

Réponse de Maurice Buttin :

Une rencontre comme celle d'aujourd'hui est la preuve que chacun d'entre nous s'informe sur la question du soutien aux Palestiniens.

Quand on examine ce que disent et font les chrétiens sionistes, on peut se demander s'ils sont vraiment chrétiens. Il est frappant de constater que chez eux le Christ n'apparaît jamais, seul le Dieu d'Israël semble exister. Reconnaisent-ils véritablement que le Christ est Dieu ? Que pensent-ils de l'Incarnation ? L'Incarnation, ce n'est pas l'Ancien Testament, c'est le Nouveau, qui ne supprime pas l'Ancien mais qui l'accomplit. Désormais, avec le Nouveau Testament, toutes les nations sont élues, il n'y a plus de peuple élu. Or actuellement, pour la plupart des Israéliens (au gouvernement, chez tous les extrémistes et même chez Netanyahu qui pourtant n'est pas croyant), le discours est le même : *nous sommes le peuple élu, donc nous pouvons faire ce que nous voulons !* C'est sur cette base que depuis la création de l'Etat d'Israël, il y a environ 500 décisions du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale de l'ONU que le gouvernement israélien n'a jamais respectées.

Question 3 : *Quel est l'état des relations entre les Eglises chrétiennes et le gouvernement israélien ?*

Réponse de Jamal Khader :

L'Etat israélien met beaucoup d'obstacles au libre exercice de la religion. A commencer par l'accès aux lieux saints : par exemple, nous avons besoin d'un permis spécial des autorités militaires pour accéder au Saint-Sépulcre. Et le problème des taxes sur les biens religieux revient régulièrement. Il y a aussi actuellement un projet de loi qui vise à permettre à l'Etat d'Israël d'exproprier les terrains des Eglises, ce qui n'était pas possible jusqu'à maintenant. Il y a aussi de multiples pressions pour bloquer l'arrivée du personnel extérieur nécessaire pour desservir nos églises.

Le problème principal, on le voit bien dans les négociations entre Israël et le Vatican, c'est qu'Israël considère l'Eglise comme *un corps étranger*. A l'inverse, les négociations avec les Palestiniens sont beaucoup plus faciles : quand le Saint-Siège demande des facilités pour l'Eglise de Palestine, les dirigeants palestiniens acceptent en général, car ils considèrent l'Eglise comme une partie de leur société. L'Autorité palestinienne peut donc consentir des baisses de taxes en échange des nombreux services (médicaux, sociaux, éducatifs, etc.) que rendent les Eglises aux habitants.